La tribune d'Olivier Besancenot - proposant à « Arlette, Marie-George, José » de se rencontrer pour discuter du « rassemblement des forces antilibérales et anticapitalistes » - continue de susciter des réactions.

José Bové s'est exprimé dans Le Monde, puis dans Politis. Il affirme d'abord fortement la nécessité de ne pas limiter la discussion au « cadre restreint LCR, PCF, LO et Bové » et de la « partager avec l'ensemble des acteurs du mouvement social et pas seulement avec les appareils politiques ». Certes. Loin de nous l'idée de limiter le débat aux partis. Mais la dimension partidaire sera évidemment beaucoup plus forte pour une élection présidentielle ou pour les législatives que lors de la campagne référendaire. Bové énumère ensuite un certain nombre de thématiques et de revendications (chômage, exclusion, régularisation des sans-papiers, OGM, EPR, etc.) qui sont évidemment nécessaires à une plateforme antilibérale. Mais, sont-elles suffisantes ?

Aucune indication n'est donnée sur le caractère inéluctable de l'affrontement avec le patronat et les « mesures d'incursion dans la propriété privée » indispensables pour mettre en œuvre une autre politique. Enfin, José Bové développe une approche du PS pour le moins problématique : « L'ennemi principal doit bien être désigné comme la droite et l'extrême droite, et non pas, indirectement ou subrepticement, comme le Parti socialiste. » Est-ce à dire qu'il faudrait autolimiter la critique du PS social-libéral ? Dans Politis, il précise même que la plateforme unitaire « devra créer aussi les conditions favorables à une négociation de second tour avec le PS ». Une négociation sur... quoi exactement ? Sur les conditions ou les modalités de participation de la gauche antilibérale à un gouvernement ou à une majorité parlementaire avec le PS ?

Dans l'Humanité, pour éluder la confrontation proposée par Olivier Besancenot, Patrice Cohen-Seat use d'une vieille ficelle un brin démagogique sous la plume d'un dirigeant de l'appareil communiste : « Les gens en ont assez de la politique de sommet, de couloirs et d'experts ». Sur la stratégie électorale, en revanche, pas de faux semblants. Ce qui est proposé est clair : un maximum de candidatures unitaires antilibérales aux législatives. Quant à la présidentielle, « il ne peut y avoir qu'une candidature »... Patrice Cohen-Seat pense donc « personnellement » ( !) que « Marie-George Buffet serait une très bonne candidate », notamment du fait de son engagement unitaire. Et de « sa réputation de détermination et de courage »... acquise comme « ministre de la Jeunesse et des Sports » ! Malheureusement, ce que beaucoup ont retenu n'est pas tellement que Marie-George Buffet était « ministre de la Jeunesse et des Sports » mais, plus globalement, que le PCF a participé au gouvernement Jospin, celui qui a privatisé plus que ceux de Balladur et de Juppé réunis...

Alors, Patrice Cohen-Seat nous dit : « Il est hors de question de refaire la gauche plurielle et de cautionner, au gouvernement, une politique libérale. » Dont acte. Mais il ajoute aussitôt : « Mais

rien avec le PS, c'est absurde et catastrophique. La seule vraie question est celle de la politique qui sera menée. Si elle est libérale : pas de participation au gouvernement. Si elle rompt franchement avec les politiques passées et permet de changer vraiment la vie de notre peuple, pourquoi ne pas aller nous battre jusqu'au gouvernement pour défendre nos idées et nos propositions ? » Comme si le congrès du PS, la synthèse du Mans et les discours des dirigeants socialistes assumant encore aujourd'hui le « oui » à la Constitution européenne ne donnaient pas une indication claire de la politique qu'ils entendent mener !

Les réponses de José Bové et Patrice Cohen-Seat le confirment : la possibilité de candidatures unitaires achoppe sur l'absence de réponse sans ambiguïté à la question des rapports avec le PS. Une question régulièrement soulevée par la LCR.